Pétition pour l'arrêt du projet de Flex-Office sur l'Etablissement de Courbevoie

La consultation de l'intersyndicale

Nous avons été **1146 à répondre au sondage** et nous sommes **75 % à dire « Non » au projet de Flex-Office**, contre 15% « Oui » et 10% « sans opinion ».

Parmi les répondants, nous sommes **56% à nous prononcer pour une pétition**. Celle-ci, contrairement à l'enquête, n'est pas anonyme. **Les signataires, en assumant leur opposition au projet de Flex-Office**, donnent un poids supplémentaire à l'opposition au projet et **finalement demandent son annulation**.

Dans les communications de la Direction, les réductions de coûts sont minimisées par l'idée que le projet de Flex Office aurait pour but notre bien-être. Nous ne sommes pas dupes.

Signez et faites signer la pétition !

Pour protéger notre santé, notre vie familiale, notre lien social, notre travail de qualité dans un domaine si exigeant, refusons le Flex-Office. **Tous ensemble !**

Nous vous proposons donc de signer et faire signer la pétition pour l'arrêt du projet de Flex-Office à Courbevoie, en cliquant sur le lien ci-avant ou en scannant le QR code ci-contre.

Ce projet implique entre autres :

- ✓ **La fin des bureaux de travail nominatifs et de l'ameublement personnel**
  Il n'y aurait plus de postes de travail complets avec écran que pour 63% de l'effectif actuel. Alors qu'en 2017 il y avait 100 postes de travail par étage le Flex-office prévoit en moyenne 300 postes et positions travail/étage. Au-delà des problèmes matériels inhérents à cette mesure, ce changement va installer chez les salariés l'idée d'interchangeabilité et donc de la précarité permanente amplifiée par l'ambiance morose générale entrainée par la COVID. Nous nous n'attendions pas à une telle mesure pendant la pandémie.

- ✓ **L'installation de la promiscuité (en plein COVID !)**
  A LTA et Lyon-Gerland tous les salariés ne pourront pas accéder de facto à un poste de travail. Tôt le matin, il y aura une course à la meilleure place, celle qui va assurer une relative « sérénité » d'un jour avec une promiscuité tout de même assurée. Les autres collègues (par exemple ceux qui conduisent leurs enfants à l'école) seront obligés de retourner chez eux ou d'errer dans les espaces « alternatifs » : salles de réunion, canapés, comptoirs, cabines, bulles...*Quid* des problèmes physiques liés aux positions de travail « non conformes » alors que l'employeur doit assurer notre santé ? Combien de fatigue et de temps perdu ?

- ✓ **La déshumanisation comme conséquence**
  Le projet de Flex-Office aura pour conséquence de détruire le travail en équipe et notre lien social. Avec des conséquences indiscutables sur la qualité de nos études à cause du mouvement géographique perpétuel et de la recherche du bon interlocuteur pour son travail. Ne pas avoir un repère géographique stable génère un stress quotidien sachant que la phase suivante du stress (dans la science mécanique) est la rupture : de la concentration, de l'intérêt pour notre travail, de notre attachement à l'entreprise, et finalement de notre santé mentale et physique. Or la sûreté nucléaire exige des conditions de travail appropriées.

- ✓ **L'obligation de télétravail de facto pour de nombreux collègues**
  Les collègues ne pouvant pas travailler dans des conditions satisfaisantes dans l'entreprise seront dans l'obligation de télétravailler. Ils subiront vite d'autres conditions difficiles, car nos logements ne sont pas forcément aménagés pour une activité professionnelle. D'ailleurs, il y a encore 3-4 ans la disposition de notre logement (bureau-pièce individuelle) était une des conditions à remplir pour accéder au télétravail. Ces règles (de bien-être) sont laminées. De plus, la présence simultanée d'autres membres

de notre famille (conjoint, jeunes enfants, étudiants, personnes âgées) détruira notre concentration et augmentera inévitablement la tension familiale. Nous sommes nombreux à expérimenter la limite de ce repli à la maison. Si le télétravail choisi peut constituer une soupape, son obligation peut s'avérer néfaste pour beaucoup d'entre nous.
Ces éléments nous ont été confirmés, à la CSSCT du 15 décembre 2020, par le consultant-écoutant et l'assistante sociale.

En résumé

Nous sommes devant une dégradation inédite de nos conditions de travail. Cette compression de l'espace vital au nom d'un gain de rentabilité changera notre vie. Alors que la Direction annonce des résultats annuels exceptionnels, obtenus grâce à notre travail acharné, l'argument des nouvelles économies, dérisoires devant les résultats annuels annoncés (~ 1% du résultat annuel) **est vécu comme une trahison par les salariés**.

Suite du mouvement contre le projet Flex-Office

Nous remercions les participants à la réunion du 21 Janvier, les discutions riches et constructives ont permis d'étoffer les arguments en faveur de l'arrêt du projet de Flex-Office.

Nous pensons que l'implication de tous au-delà de notre signature d'aujourd'hui sera nécessaire. Dans le but de mobiliser ceux qui n'ont pas encore participé à ce mouvement, il faut expliquer les enjeux, encore plus. La direction « communique » depuis 2 mois, nous commençons à agir. C'est pourquoi nous vous donnons rendez-vous le **lundi 1er février à 17h** sur Skype via le lien ci-dessous pour faire le bilan de cette pétition et discuter des suites à donner.

Lien vers la réunion Skype

PS : pour information, les collègues Lyonnais.es, résistent aussi au projet de Flex-Office que la direction essaye de leur imposer : un appel à la grève pour l'après-midi du vendredi 22 Janvier a été lancé le jeudi 21 Janvier : Visionnez la vidéo

L'intersyndicale de l'établissement Framatome de Courbevoie

CFE-CGC, FO, CGT, CFDT, Liste Libre